

Ordre des Experts-Comptables de Lorraine
Membre inscrit sur la liste Nationale des Commissaires aux Comptes,
rattaché à la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Metz

b2a audit et conseil
expertise comptable – commissariat aux comptes – audit et conseil

Sébastien BURGEVIN
Dominique PETTE
Véronique SCHNEIDER-SIMONIN

Experts-Comptables et
Commissaires aux Comptes associés

**Centre d'Amélioration du Logement
de la Moselle**

C.A.L.M. – SOLIHA MOSELLE

Association loi 1908 sans but lucratif
24 Rue du Palais – 57000 METZ
SIRET : 302 507 686 00012 – APE : 88 99B

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

**rapports
du commissaire aux comptes
au 31 décembre 2023**

Sommaire

■ rapport sur les comptes annuels

- bilan
- compte de résultat
- annexes

■ rapport spécial sur les conventions réglementées

**C.A.L.M.
SOLIHA MOSELLE**

**Exercice clos le
31 décembre 2023**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs,

Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association C.A.L.M – SOLIHA Moselle relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**C.A.L.M.
SOLIHA MOSELLE**

**Exercice clos le
31 décembre 2023**

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

**C.A.L.M.
SOLIHA MOSELLE**

**Exercice clos le
31 décembre 2023**

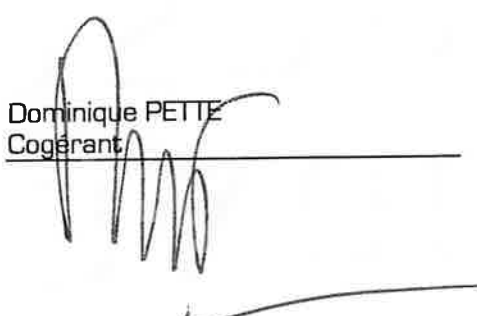
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montigny-lès-Metz, le 10 juin 2024

La société de Commissariat aux Comptes
SARL b2a audit et conseil :

Dominique PETTE
Cogérant



BILANS 2023

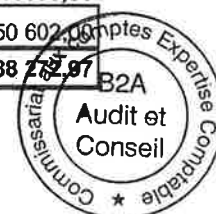
CUMULS SERVICES FISCALISES ET NON FISCALISES

ACTIF	AU 31 DECEMBRE 2023			AU 31.12.2022	PASSIF	AU 31.12.2023	AU 31.12.2022
	BRUT	AMORT. & PROV. DEDUCTIBLES	NET				
A IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
C Licences	48 540,35	37 358,37	11 181,98	16 771,92			
T	48 540,35	37 358,37	11 181,98	16 771,92	FONDS PROPRES	2 626 030,45	2 467 117,57
I IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
F Terrains	115 258,44		115 258,44	115 258,44	A		
I Locaux 24 rue du Palais	653 131,17	401 421,90	251 709,27	279 359,58	P		
M Installations générales & agencements	71 345,07	41 054,23	30 290,84	35 445,75	I	3 036 893,31	2 907 533,22
M Matériel de bureau & informatique	64 543,43	52 285,31	12 258,12	11 233,16	T		
B Mobilier de bureau	59 316,19	54 869,14	4 447,05	2 310,83	A		
O	963 594,30	549 630,58	413 963,72	443 607,76	U		
I IMMOBILISATIONS FINANCIERES					X		
L Prêt Service Aux Particuliers	0,00	0,00	0,00	0,00	P	0,00	0,00
I Prêts 1% construction	3 102,08	0,00	3 102,08	6 001,10	R		
S Placements	4 560 079,40	0,00	4 560 079,40	3 599 600,95	O		
E Prêts octroyés aux bénéficiaires	71 956,76	0,00	71 956,76	125 439,91	P	1 349 173,80	1 349 173,80
D Dépôts & cautionnements versés	304,90	0,00	304,90	304,90	R	4 049,93	4 049,93
S	4 635 443,14	0,00	4 635 443,14	3 731 346,76	E	123 898,16	288 272,97
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE	5 647 577,79	586 988,95	5 060 588,84	4 191 726,44	S		
A EN COURS DE PREST. SERVICES	0,00	0,00	0,00	0,00	TOTAL I - FONDS PROPRES	7 140 045,65	7 016 147,49
C CREANCES D'EXPLOITATION					PROVISIONS POUR RISQUES	30 431,00	38 294,00
T Fournisseur (acompte)	0,00	0,00	0,00	0,00			
C Clients	430 865,78	0,00	430 865,78	527 539,99			
I Emprunteurs	3 455,82	0,00	3 455,82	6 743,16	TOTAL II - PROVISIONS R. & C.	30 431,00	38 294,00
F Emprunteurs 0 %	0,00	0,00	0,00	0,00			
C Emprunteurs douteux	57 660,58	57 660,57	0,01	0,01	DETTES FINANCIERES	156 087,00	156 087,00
I Emprunteurs douteux 0 %	1 669,32	1 669,32	0,00	0,00	Emprunts et avances		
R Créances fiscales et sociales	2 851,57	0,00	2 851,57	2 892,56			
C Personnel	0,00	0,00	0,00	594,96			
C Organismes apparentés					D	156 087,00	156 087,00
U Autres débiteurs	34 581,00	0,00	34 581,00	2 583,00	E		
L Produits à recevoir	482 085,00	0,00	482 085,00	436 900,30	T	23 368,08	33 128,22
A COMPTES FINANCIERS	1 013 169,07	59 329,89	953 839,18	977 254,00	TOTAL III - DETTES	223 662,41	192 171,12
N Valeurs mobilières de placements	1 646 936,88	0,00	1 646 936,88	944 769,56	Dettes fournisseurs & comptes rattachés		
T Banques	385 109,94	0,00	385 109,94	847 780,52	Dettes fiscales & sociales		
C Compte chèques postaux	170 756,15	0,00	170 756,15	1 280 402,21	Dettes fournisseurs d'immobilisations		
S Caisse	313,16	0,00	313,16	230,47	Organismes apparentés	659 134,39	822 413,80
	2 203 116,13	0,00	2 203 116,13	3 073 182,76	Autres dettes	906 164,88	1 047 713,14
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT	3 216 285,20	59 329,89	3 156 955,31	4 050 436,76			
C CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	15 184,38	0,00	15 184,38	16 078,43	TOTAL III - DETTES	1 062 251,88	1 203 800,14
TOTAL III - COMPTES DE REGUL.	15 184,38	0,00	15 184,38	16 078,43	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (I+II+III)	8 879 047,37	646 318,84	8 232 728,53	8 259 241,63	TOTAL IV - COMPTES DE REGUL.	0,00	0,00
					TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	8 232 728,53	8 259 241,63



COMPTE DE RESULTAT 2023
CUMULS SERVICE FISCALISES, NON FISCALISES.

	AU 31 DECEMBRE 2023	AU 31 DECEMBRE 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations des adhérents (CM)	9 650,00	10 760,00
Prestations de services	977 208,64	1 018 817,72
Variation des prestations en cours		
Subventions d'équipement		
Subventions de fonctionnement	81 360,00	70 000,00
Participation aux frais de gestion sur prêts	657,34	1 189,16
Participation d'organismes aux frais de dossiers	275 003,42	428 786,42
Participation aux permanences d'information	26 937,18	22 771,63
Reprises sur amortissements et provisions	9 823,00	2 100,80
Autres produits	25 143,83	8 699,60
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 405 783,41	1 563 125,33
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats non stockés de matières et fournitures	27 365,81	37 010,84
Services extérieurs	227 153,40	274 176,62
Impôts et taxes	37 137,95	28 364,87
Charges de personnel et sociales	1 017 517,90	921 202,70
Dotations aux amortissements et aux provisions	51 824,68	40 082,79
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	1 360 999,74	1 300 837,82
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	44 783,67	262 287,51
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers	129 939,74	65 989,13
CHARGES FINANCIERES		
Charges financières	0,00	0,00
RESULTAT FINANCIER (II)	129 939,74	65 989,13
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Reprises Provisions	0,00	0,00
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	8 755,64	10 905,53
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	8 755,64	10 905,53
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Dotations aux provisions		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 248,89	307,20
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 248,89	307,20
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)	2506,75	10598,33
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (IV)	53 332,00	50 602,00
RESULTAT COMPTABLE (I+II+III-IV)	123 898,16	288 282,97



EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan de l'association CALM avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 8 232 728.53 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégagant un résultat de 123 898.16€.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'activité

Le mouvement SOLIHA se définit comme un mouvement associatif au service de l'homme dans le domaine de l'habitat, de son environnement, de sa vie sociale, avec une priorité d'action en faveur des personnes les plus défavorisées. Il se donne comme objet en améliorant les conditions de vie de redonner de la consistance au corps social, de susciter de nouvelles solidarités et d'agir contre l'exclusion.

L'association a pour objet :

- La diffusion des informations concernant l'habitat et particulièrement l'amélioration de l'habitat défectueux ou insalubre
- De promouvoir la réhabilitation des immeubles et ensemble d'immeubles constitués principalement de locaux d'habitation en vue d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants
- D'assurer le maintien des personnes, notamment des personnes âgées, dans un habitat décent
- De promouvoir toute action tendant à une revitalisation des quartiers existants et en particulier de participer à toute action ayant pour but l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie
- De recevoir mandat de gestion de deniers publics et para publics
- De distribuer des subventions sociales et attribuer des prêts sociaux et très sociaux dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Règles comptables :

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis suivants les dispositions des règlements 2014-03 et 2018-06 de l'autorité des normes comptables homologuées.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices
- Et conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la méthode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions :	
	Terrains non amortissable
	Gros Œuvre 25 ans
	Façade 20 ans
	Chauffage 15 ans
- Agencements et Aménagements des constructions	15 ans
- Matériel et outillage	1 à 5 ans
- Mobilier de bureau	1 à 5 ans

Faits caractéristiques de l'exercice :

NEANT

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks : Néant

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est Pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

<u>Primes de remboursement des obligations :</u>	Néant
<u>Opérations en devises :</u>	Néant
<u>Opérations à long terme</u>	Néant
<u>Changement de méthodes :</u>	Néant
<u>Cumul des 3 salaires les plus élevés pour 2023 :</u>	173 586€

Effectifs au 31/12/23

:	Femmes :	14
	Hommes :	8
	TOTAL :	22

Engagements hors bilan

NEANT

Engagements en matière de retraite



Pour faire face engagements en matière d'indemnité de départ en retraite du personnel de l'association, une provision a été constatée pour un montant de 30 431.00 euros.

Par ailleurs, à cet effet, un contrat a été souscrit le 21 12 2000 auprès de l'assureur ALLIANZ pour couvrir partiellement ce risque au niveau de la section fiscalisée. Le solde de ce contrat s'élève à 39 661.53€ au 31 12 2022 selon l'évaluation reçue de l'assureur en septembre 2023.



DETAIL DES IMMOBILISATIONS

	Immobilisations			
	A l'ouverture	+	-	A la clôture
.	-	-	-	-
Immobilisations Incorporelles	48 541	-	-	48 541
Frais d'établissement	-			-
Frais de recherche et développement	-			-
Concessions et brevets	48 541			48 541
Fonds commercial	-			-
	-			-
Autres immobilisations incorporelles	-			-
Avances et acomptes	-			-
Immobilisations Corporelles	952 764	11 937	1 106	963 595
Terrains	115 258			115 258
	-			-
Constructions	653 131			653 131
	-			-
installations générales	71 345			71 345
Matériel de bureau	57 303	8 347	1 106	64 544
Mobilier de bureau	55 726	3 590	-	59 316
Immobilisations en cours	-			-
Avances et acomptes	-			-
Immobilisations Financières	3 731 341	960 484	56 382	4 635 442
Prêt service aux particuliers	0			0
Prêts 1% construction	6 001		2 899	3 102
Créances rattachées à des participations	-			-
Placements	3 599 595	960 484		4 560 079
Prêts	125 439		53 483	72 956
Autres immobilisations financières	305			



DETAIL DES AMORTISSEMENTS

	Amortissements / Provisions			A la clôture
	A l'ouverture	+	-	
Immobilisations Incorporelles	31 768	5 589	-	37 357
Frais d'établissement	-			-
Frais de recherche et développement	-			-
Concessions et brevets	31 768	5 589		37 357
Fonds commercial	-			-
	-			-
Autres immobilisations incorporelles	-			-
Avances et acomptes	-			-
Immobilisations Corporelles	509 156	41 581	1 106	549 631
Terrains	-			-
	-			-
Constructions	373 771	27 651		401 422
	-			-
installations générales	35 899	5 155		41 054
Matériel de bureau	46 069	7 321	1 106	52 284
Mobilier de bureau	53 416	1 454		54 870
Immobilisations en cours	-			-
Avances et acomptes	-			-
Immobilisations Financières	-	-	-	-
	-			-
Prêt service aux particuliers	-			-
Créances rattachées à des participations	-			-
Placements	-	-	-	-
Prêts	-			-
Autres immobilisations financières	-			-



	Brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Créances	1 013 169	1 013 169	-	-
Clients et comptes rattachés	493 652	493 652		
<i>dont douteux</i>	<i>59 330</i>	<i>59 330</i>		
Avances, acomptes sur commandes	-	-		
Autres créances	519 518	519 518		
<i>Personnel et charges sociales</i>	<i>-</i>	<i>-</i>		
<i>Etat</i>	<i>2 852</i>	<i>2 852</i>		
<i>Autres créances</i>	<i>516 666</i>	<i>516 666</i>		

	Brut
Comptes de régularisation	15 184
Charges constatées d'avance	15 184



VARIATION CAPITAUX PROPRES

	SOLDE DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION	DIMINUTION	SOLDE FIN EXERCICE
FONDS PROPRES	2 467 117,57	158 912,88		2 626 030,45
FONDS DE RESERVE	2 907 533,22	129 360,09		3 036 893,31
REPORT A NOUVEAU	4 049,93			4 049,93
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	-		-	-
RESULTAT DE L'EXERCICE	288 272,97	123 898,16	288 272,97	123 898,16
FONDS PRETS CALM	1 349 173,80			1 349 173,80
CAPITAUX PROPRES	7 016 147,49	412 171,13	288 272,97	7 140 045,65

	Total capitaux propres
Situation à la clôture N-1	7 016 147
Mouvements	
<i>Variations de capital</i>	
<i>Résultat de l'exercice</i>	123 898
<i>Subventions d'investissement reçues au cours de l'exercice</i>	
<i>Quotes parts subventions virées au résultat</i>	
<i>Autres variations</i>	
Situation à la clôture N	7 140 046



PROVISION RISQUES ET CHARGES

	Solde à l'ouverture	Dotation	Reprise	Changement de méthode	Solde à la clôture
Provisions pour risques	38 294	-	7 863	-	30 431
risques sociaux	38 294	-	7 863	-	30 431
Provisions pour charges	-	-	-	-	-

VENTILATION DES DETTES

	Montant	-1an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes financières	156 087	-	-	156 087
Emprunts	-	-	-	-
CAF	-	-	-	-
CAF 0%	-	-	-	-
VILLE DE METZ	156 087	-	-	156 087
CALM SERVICE TECHNIQUE	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Divers	-	-	-	-
Associés	-	-	-	-

	Montant	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	23 368	23 368		
Autres dettes	882 797	882 797	-	-
Avances, acomptes reçus sur commandes	-	-	-	-
Dettes sur immobilisations	-	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	223 662	223 662	-	-
Autres dettes	659 134	659 134	-	-

	Brut	Provisions	Net
Comptes de régularisation	-	-	
Produits constatés d'avance	-	-	-



	Net
Dotations aux amortissements	47 170
Immobilisations incorporelles	5 589
Immobilisations corporelles	41 581
Dotations aux provisions	4 655
Placements	
Sur actif circulant	
Risques et charges	



	Net
Produits exceptionnels	8 756
Sur opérations de gestion	8 756
-	-
Sur opérations en capital	-
-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges	-
-	-
Charges exceptionnelles	6 249
Sur opérations de gestion	6 249
-	-
Sur opérations en capital	-
-	-
Dotations aux provisions	-
-	-

C.A.L.M.
SOLIHA MOSELLE

Exercice clos le
31 décembre 2023

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Montigny-lès-Metz, le 10 juin 2024

La société de Commissariat aux Comptes
SARL b2a audit et conseil :

Dominique PETTE
Cogérant

